

COMMUNE DE VUADENS

REGLEMENT RELATIF A LA DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

L'assemblée communale

Vu la loi du 30 novembre 1979 sur l'eau potable;
Vu le règlement du 13 octobre 1981 d'exécution de la loi sur l'eau potable;
Vu la loi du 12 novembre 1964 sur la police du feu;
Vu le règlement du 28 décembre 1965 d'exécution de la loi sur la police du feu;
Vu la loi du 9 mai 1983 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC);
Vu le règlement du 18 décembre 1984 d'exécution de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions;
Vu la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo),

édicte :

I. GENERALITES

Champ
d'application

Article premier.- ¹Le présent règlement s'applique à tous les abonnés qui demandent à la commune de leur fournir de l'eau potable.

²Les propriétaires non-abonnés sont soumis aux articles 2 et 12 du présent règlement.

Tâches de la
commune

Art. 2.- ¹La commune fournit dans le périmètre de distribution et dans les limites de capacité et de pression du réseau, moyennant abonnement, l'eau potable nécessaire à la consommation domestique, artisanale, industrielle et l'eau nécessaire à la défense contre l'incendie.

²Elle établit et entretient les captages, les réservoirs, les bornes d'hydrants et le réseau de distribution publics conformément aux normes du règlement d'exécution de la loi sur l'eau potable et directives des associations professionnelles (SSIGE).

³Elle exerce la surveillance de toutes les installations d'alimentation en eau sises sur le territoire communal.

Abonnement

Art. 3.- ¹La fourniture d'eau fait l'objet d'un abonnement contracté par le propriétaire d'un immeuble ou son mandataire.

²L'abonnement est annuel. Il se renouvelle tacitement d'année en année. Il est conclu lors du raccordement de l'immeuble au réseau communal.

³Lors du transfert de propriété, les droits et les obligations contractés par la prise d'un abonnement sont transférés au nouveau propriétaire.

Financement

Art. 4.- ¹Les revenus provenant du service des eaux sont affectés à l'entretien et au renouvellement des installations, à l'amortissement du capital investi et au paiement des intérêts à l'exclusion de tout autre but.

²Le service des eaux doit financièrement se suffire à lui-même.

II. COMPTEURS D'EAU

Pose

Art. 5.- ¹Les compteurs d'eau sont propriétés de la commune, qui prend à sa charge l'achat et l'entretien normal.

²Le compteur doit être placé dans un endroit facilement accessible, à l'abri du gel, à l'intérieur de l'immeuble et avant toute prise propre à débiter de l'eau. Une vanne d'arrêt posée avant le compteur est obligatoire.

³Seuls les installateurs au bénéfice d'une autorisation communale peuvent exécuter les raccordements à la conduite principale, jusque et y compris la pose du compteur.

⁴Le déplacement ultérieur du compteur d'eau ne peut se faire qu'avec l'accord de la commune. Les frais de déplacement sont

entièrement à la charge de l'abonné.

Relevé

Art. 6.- ¹Les indications du compteur font foi quant à la quantité d'eau consommée, sauf s'il s'avère que le compteur se soit arrêté ou fonctionne mal.

²Le relevé et la vérification du compteur sont de la compétence du préposé au service des eaux.

III. INSTALLATIONS DE DISTRIBUTION

Réseau principal

Art. 7.- Le réseau public de distribution d'eau potable et des bornes d'hydrant comprend les conduites principales et les installations y relatives. Il est déterminé par le casier communal des eaux potables, établi par le conseil communal, conformément au règlement d'exécution de la loi sur l'eau potable.

Réseau privé

Art. 8.- ¹En général, chaque immeuble est pourvu de ses propres installations de distribution d'eau, qui comprennent :

- un collier de prise d'eau sur la conduite principale;
- une vanne de prise d'eau, à proximité immédiate de la conduite principale, accessible en tout temps, dont l'emplacement est déterminé par la commune;
- une conduite conforme aux normes SSIGE, posée à l'abri du gel, à une profondeur minimale de 120 centimètres à l'extérieur de l'immeuble, d'un diamètre adapté à ses besoins.
- un réducteur de pression.

²L'endroit du raccordement et celui du passage de la conduite sur le domaine public sont déterminés par la commune.

³Seuls les installateurs au bénéfice d'une autorisation communale peuvent exécuter les raccordements à la conduite principale, jusque et y compris la pose du compteur.

Frais à la

Art. 9.- ¹Les installations du réseau privé, depuis et y compris la

charge de l'abonné

prise d'eau sur la conduite principale sont à l'entière charge de l'abonné.

²Les travaux d'entretien et de réparation des installations privées, ainsi que les modifications de ces installations pour une cause étrangère au service des eaux communal sont également à la charge du propriétaire de l'immeuble.

³Les installations appartiennent au propriétaire dès et y compris le collier de prise d'eau sur la conduite principale, à l'exception du compteur d'eau. Il en assume entièrement les frais.

Contrôle

Art. 10.- ¹La commune contrôle la bien-facture de l'installation du réseau privé. Il doit correspondre aux exigences en vigueur de la SSIGE.

²Le propriétaire remet à la commune un plan d'exécution indiquant avec exactitude l'emplacement de la conduite et de la vanne depuis l'endroit du raccordement sur la conduite principale jusqu'à l'immeuble.

Sources privées

Art. 11.- ¹Les propriétaires qui disposent déjà d'installations leur fournissant en suffisance une eau dont la qualité correspond constamment aux exigences pour l'eau potable selon le règlement d'exécution de la loi sur l'eau potable, sont dispensés de l'obligation de prendre de l'eau au réseau public.

²Afin d'éviter tout mélange, les installations de distribution des sources privées doivent être indépendantes du réseau public.

Bornes d'hydrant

Art. 12.- ¹La commune installe et entretient les bornes d'hydrant nécessaires à la défense contre l'incendie et en supporte les frais.

²Les propriétaires fonciers sont tenus d'accepter que les bornes soient placées sur leur bien-fonds si une autre solution n'est pas possible techniquement. Dans la mesure du possible, la commune tient compte du désir du propriétaire pour en fixer l'emplacement.

³L'usage des bornes d'hydrant est réservé exclusivement à la défense contre l'incendie. L'utilisation à d'autres fins est de la compétence du conseil communal.

IV. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES

Obligations
de l'abonné

Art. 13.- ¹Tout dommage causé à des tiers ou au domaine public par l'établissement ou l'entretien d'installations privées est à la charge de l'abonné.

²En cas de fuite entre la prise d'eau sur la conduite principale et le compteur de l'abonné, ce dernier est tenu de remettre en état l'installation défectueuse dans les plus brefs délais. En cas de négligence ou de retard, le conseil communal fait exécuter les travaux aux frais de l'abonné.

³Les abonnés doivent signaler sans retard à la commune toute perturbation, diminution ou arrêt dans la distribution d'eau, et tout dommage du compteur ou des vannes.

⁴Les propriétaires laissent établir et entretenir sur leurs fonds toutes les conduites de distribution d'eau du réseau public. Ils sont tenus de laisser brancher sur les conduites pouvant desservir plusieurs abonnés, celles destinées à d'autres abonnés.

⁵Les indemnités de passage et les dédommagements pour les dégâts causés sont fixés par le barème d'indemnisation de l'Union Suisse des Paysans (USP). La commune verse les indemnités et dédommagements concernant les conduites principales; les abonnés concernés paient les indemnités et dédommagements concernant le réseau privé.

⁶Pour chaque droit de passage, la commune requiert une inscription de servitude au registre foncier. A cette fin, elle établit une convention en trois exemplaires.

Responsabilités de
l'abonné

Art. 14.- Les abonnés sont responsables des installations du réseau privé et des installations intérieures de l'immeuble.

Interdictions

Art. 15.- ¹Il est interdit à l'abonné de déplomber ou de démonter le compteur ou de modifier les vannes et la prise d'eau sans l'accord préalable de la commune.

²L'abonné ne peut disposer en sa faveur ou en faveur d'un tiers un raccordement entre la conduite principale et le compteur.

³Les frais de réparation ou de remise en état des installations détériorées, endommagées ou déplacées sans autorisation, sont à la charge du propriétaire de l'immeuble.

Interruptions
et réductions

Art. 16.- ¹Les interruptions de service ensuite d'accident, de force majeure, de réparation ou de nettoyage ne donnent aucun droit à une

indemnité ou à une réduction du tarif d'abonnement.

²En cas de pénurie d'eau, le conseil communal a le droit d'édicter des prescriptions relatives à l'utilisation de l'eau, réduire les débits, sans rabais sur le prix d'abonnement, d'interdire ou d'interrompre les arrosages de jardins, des pelouses, le remplissage de fosses ou de piscines et le lavage des véhicules.

Responsabilité
de la commune

Art. 17.- La commune n'est pas responsable des interruptions qui sont causées par des tiers.

V. FINANCEMENT ET TARIF

En général

Art. 18.- Le tarif applicable au service des eaux est le suivant :

- a) taxes de raccordement;
- b) abonnement annuel de base;
- c) consommation d'eau.

Taxe de
raccordement
a) nouveau
fonds
construit
(bâtiment)

Art. 19.- ¹En zone centre village, résidentielle et hors zone, la taxe de raccordement de tout nouveau fonds construit (bâtiment) est fixée comme suit :

- 5'000.- fr. par nouveau raccordement de diamètre inférieur ou égal à 1 pouce ;
- 7'000.- fr. par nouveau raccordement de diamètre supérieur à 1 pouce et inférieur ou égal à 1½ pouce.
- 9'000.- fr. par nouveau raccordement de diamètre supérieur à 1½ pouce et inférieur ou égal à 2 pouces.
- Le conseil communal se réserve le droit de fixer le montant de la taxe en cas de nécessité d'un raccordement de diamètre plus important que 2 pouces.

²La taxe est due pour chaque nouvel immeuble raccordé ou pour chaque nouvelle unité d'habitation pour les immeubles jumelés, groupés ou en terrasse.

³En cas d'augmentation du diamètre du raccordement, la taxe est prélevée sur la différence.

Art. 20.- En zone d'activité la taxe de raccordement de tout nouveau fonds construit (bâtiment) est fixée comme suit :

- 10.- fr. / m² de surface de parcelle pondérée par l'indice de construction.

Fonds non
raccordés,
mais
raccordables

Art. 21.- ¹La commune perçoit également une taxe pour les fonds non raccordés, mais raccordables au réseau de distribution d'eau potable, sous réserve de l'article 11.

²Elle est fixée comme suit : Fr. 2.-- par m² de surface de parcelle.

Paie ment

Art. 22.- ¹Les taxes prévues aux articles 19¹, 19² et 20 (TVA non incluse) sont perçues au moment du raccordement.

²La taxe prévue à l'article 19³ (TVA non incluse) est perçue au moment de la délivrance du permis de construire.

³La taxe prévue à l'article 21 est perçue dans les 30 jours dès la fin de la construction de la conduite publique.

⁴Est déduite de la taxe de raccordement pour les nouveaux fonds construits (bâtiments) (art. 19 et 20) la taxe de raccordement pour les fonds non raccordés mais raccordables à la condition qu'elle ait été perçue.

b) Abonnement
annuel de
base

Art. 23.- L'abonnement annuel de base correspond à un montant forfaitaire fixé comme suit :

- 150.- fr. par immeuble raccordé comprenant au maximum un appartement ;
- 100.- fr. par appartement supplémentaire.

Location du
compteur

Art. 24.- La location annuelle du compteur est comprise dans le montant de l'abonnement annuel.

c) Prix de l'eau

Art. 25.- ¹Le prix de l'eau consommée est de 1.50 fr. le m³.

²Le conseil communal est compétent pour adapter le prix de l'eau consommée jusqu'à un montant maximum de 2.50 fr. le m³, selon l'évolution des frais de fonctionnement.

Modalités
de paiement

Art. 26.- Les contributions et taxes mentionnées aux articles 23 à 25 du présent règlement sont payables annuellement, dans un délai de 30

jours dès réception de la facture.

Intérêt de retard

Art. 27.- Toutes taxes, contributions ou émoluments non payés dans les délais portent intérêt au taux pratiqué par la Banque Cantonale de Fribourg pour les hypothèques de premier rang.

VI. PENALITES ET MOYENS DE DROIT

Amendes

Art. 28.- Les contraventions aux articles 5, 8, 10, 11, 12, 13, 15 et 16 du présent règlement sont passibles d'une amende de 20 à 1'000 fr. conformément à la législation sur les communes. Le conseil communal se réserve le droit de déposer une plainte pénale selon la gravité de la violation ou ses conséquences.

Voies de droit

a) réclamation
au conseil
communal

Art. 29.- ¹Les décisions prises par le conseil communal ou un organe subordonné au conseil communal en application du présent règlement sont sujettes à réclamation auprès du conseil communal dans les 30 jours dès la notification de la décision (art. 103 du Code de procédure et de juridiction administrative, CPJA; art. 153 al. 2 et 3 LCo).

²La réclamation doit être écrite et motivée et contenir les conclusions du réclamant. Celui-ci indique également les moyens de preuve et joint les documents utiles en sa possession.

³Pour les amendes, l'article 86 al. 2 LCo demeure réservé.

b) recours au
préfet

Art. 30.- Les décisions sur réclamation du conseil communal, y compris celles ayant trait aux contributions, taxes ou émoluments, sont sujettes à recours auprès du préfet dans les 30 jours dès la notification de la décision sur réclamation (art. 116 al. 2 CPJA et art. 153 al. 1 LCo).

Abrogation

Art. 31.- Les dispositions antérieures et contraires au présent règlement sont abrogées.

Entrée en
vigueur

Art. 32.- Le présent règlement entre en vigueur le 1 novembre 2007,

suite à son approbation par la Direction de la santé et des affaires sociales.

Adopté par l'assemblée communale du 14 mai 2007

Le *(la)* secrétaire :

G. Barbey

Le *(la)* Syndic *(Syndique)*:

D. Tercier

Approuvé par la Direction de la santé et des affaires sociales

Anne-Claude Demierre
Conseillère d'Etat

Fribourg, le 13 août 2007